

nés à payer victime

des liens avec An-
tion de 30 000 €
sée lors de sa mise
ra restituée.

e autres prévenus,
gravante de bande
nbe à l'eau.

10 000
ayer

nt requalifiés en
niment ou escro-
e. Les peines pro-
ont pas au-delà des
rovisoires purgées
mmerçants ambu-
bles d'avoir vendu
faux jades. Douze
neuf mois avec sur-
change dit « Le
ans, neuf mois
avec sursis pour
60 ans. Puis il y a
« qui ne pouvaient
que les chèques de
vaient une origine
». Le cas de Louis,
i convertissait les
bons anonymes
gence postale et s'é-
né un joli pactole
rchand de tapis (un
dont neuf avec sur-

sis), de Michel, 58 ans (quinze
mois avec sursis) et de Jean-Mi-
chel, un assureur du 93 en rela-
tion commerciale avec les gens
du voyage en sa qualité de cour-
tier. Il recyclait les chèques en
cash (2,5 MF au total) et pre-
nait au passage une commis-
sion de 10 % (deux ans de pri-
son avec sursis).

Ce système du « recyclage » est
manifestement une pratique
habituelle des commerçants
ambulants pour frauder le fisc.
La commission de 5 % ou 10 %
offerte a tenté les huit derniers
prévenus : conservateur de
musée, gardien de la paix, com-
merçants, vendeuse...

Ils sont relaxés du chef de recel,
mais condamnés à trois mois
de prison avec sursis pour blan-
chiment « car en mettant à l'en-
caissement des chèques contre
des numéraires, ils ne pou-
vaient pas ignorer qu'ils faci-
litaient un délit de fraude
fiscale ». Enfin, au total, les cinq
principaux prévenus devront
verser 407 735 € à l'industriel
de Seloncourt ainsi que
3 000 € au titre du préjudice
moral.

Françoise Jeanparis

Asile Une famille tchétchène de Dole libérée



Plusieurs manifestations de soutien ont été organisées hier,
notamment à Besançon devant la préfecture. Photo Claude Mislin

Un couple tchétchène et leurs
quatre enfants, dont un nour-
risson de 3 mois, menacés d'ex-
pulsion et détenu depuis lundi
dans un centre de rétention de
Lyon, ont été libérés hier soir
après une intervention du mi-
nistère de l'Intérieur.

Plusieurs manifestations de
soutien avaient eu lieu à Dole,
où habite la famille, ainsi qu'à
Besançon et Lons-le-Saunier.

Le Réseau éducation sans fron-
tières (RESF) du Jura et du
Doubs ne cachait pas sa satis-
faction à la suite de cette déci-
sion. « Ce n'est pas une victoire
totale, mais c'est bien une vic-
toire. La mobilisation paie et
nous remercions tous ceux qui
ont permis cette issue favorable
pour les Sabirov », s'est réjoui
hier soir à Besançon Patrice

Saltzenstein, membre de l'asso-
ciation. Interpellés lundi à Dole,
où ils résident depuis leur ar-
rivée en France en dé-
cembre 2005, les époux Sabi-
rov et leurs quatre enfants, âgés
de 3 mois à 13 ans, devaient par
la suite être expulsés vers la Po-
logne.

Le couple était visé par un
arrêté de « réadmission » en
Pologne, où il avait déposé une
première demande d'asile poli-
tique en 2004 avant d'en formu-
ler une seconde à leur arrivée
en France. « Aux termes de l'ac-
cord de Dublin, la demande
d'asile ne peut être examinée
que dans le premier pays où elle
est déposée », a fait savoir la
préfecture du Jura pour justifier
l'arrêté.

Fort Prison ferme pour dealers des Eurockéennes

ée en année.

Il a été condamné à une peine et 79 cachets d'ecstasy dont Ab- un troisième individu. »

LE JURA 6 juillet
2006



Devant une école du XX^e arrondissement à Paris, hier lors de la collecte des demandes de régularisation.

Les élèves sans papiers prêts pour l'examen en préfecture

Le réseau de soutien a déposé hier les dossiers d'un millier de familles.

A la sortie de la préfecture de police de Paris, hier, les visages des militants du Réseau éducation sans frontières (RESF) étaient plutôt souriants. Selon eux, Yannick Blanc, directeur de la police générale à la préfecture de police de Paris, a promis d'« examiner avec bienveillance » tous les dossiers de demandes de régularisation de parents sans-papiers d'enfants scolarisés qui venaient de lui être remis.

Rendez-vous. Pour les familles étrangères, hier était un grand jour. Après un rendez-vous au petit matin devant l'école de leurs enfants, elles ont convergé depuis toute la capitale, d'abord vers l'Hôtel de ville, puis vers la préfecture de police. Objectif: remettre en mains propres à Yannick Blanc et à ses services les demandes de régularisation se fondant sur la circulaire Sarkozy du 13 juin. Ce texte prévoit la délivrance d'un titre de séjour à un certain nombre de parents sans-papiers d'enfants scolarisés. Combien? Et selon quels critères? Si la circulaire énumère certaines conditions - qui excluent les jeunes entrés en France après l'âge de 13 ans -, elle ne précise pas si elles sont ou non cumulatives.

Dès sa parution, RESF a été submergé de demandes de

conseils de la part des étrangers. Avec application, ils ont épluché les critères afin de déterminer quelle famille était concernée. Jusqu'au jour où ils se sont dit qu'ils faisaient le travail de la police: « Les RG ont appelé Brigitte [Wieser, très investie sur Paris, ndlr] sur le thème: "Les régularisations RESF, comment on fait?" », raconte Jean Serron, autre membre du réseau. En fait, ils voulaient qu'on fasse, nous, le tri des dossiers. » Toujours selon RESF, le téléphone a à nouveau sonné la semaine dernière: « Yannick Blanc souhaitait qu'on se rencontre. » Réponse? Niet. Ecœurés, les militants ont décidé d'aider toutes les familles, sans distinction, à constituer leur dossier, puis de les amener à la préfecture. Hier, à 9 heures, plusieurs mil-

liers de personnes piétinent devant l'Hôtel de ville, la police bloquant l'accès à l'île de la Cité où se trouve la préfecture. Une bonne partie du Conseil de Paris est là, ainsi que des élus des mairies d'arrondissement. A 10h30, les élus, ceints de leur écharpe tricolore, prennent la tête du cortège. La police laisse passer. « Des papiers pour tous! », crient-ils. Le cortège arrive à la préfecture. Des membres de RESF y pénètrent les bras chargés de dossiers, sous l'objectif d'une télévision coréenne. Un par famille, soit au total un millier, qui va s'ajouter aux 2300 déjà déposés, selon un chiffre donné par Yannick Blanc. Soudain, une rumeur: les fonctionnaires séparent les dossiers en deux piles. D'un côté, les familles connues pour

avoir déjà sollicité un titre de séjour, de l'autre celles qui sont sorties de la clandestinité lors de la parution de la circulaire mais n'avaient jamais fait de demande de régularisation. Les dossiers des secondes ne seraient pas examinés. Vers 11 heures, Yannick Blanc reçoit une délégation de RESF. Et promet que tous les dossiers seront examinés, y compris ceux des jeunes majeurs (lire ci-dessous), et qu'il n'y aura pas d'expulsions cet été.

Alerte. La stratégie de la mobilisation semble payante, comme l'a montré un exemple, hier. La préfecture du Jura voulait expulser les Sabirov, un couple tchèque et leurs quatre enfants, dont trois scolarisés et un nourrisson de 3 mois. Explication officielle: « La famille Sabirov a demandé l'asile en France mais elle avait déjà fait une première demande en Pologne en 2004. En vertu des accords de Dublin, ils doivent être "réadmis" en Pologne pour que leur requête soit examinée. » RESF Besançon a sonné l'alerte, organisé deux rassemblements, le préfet a consulté le cabinet de Nicolas Sarkozy qui a ordonné la libération des Sabirov. Pour les responsables du réseau, ce cas illustre leur crainte de voir des familles isolées expulsées dans la discrétion. ◀

Arrivé à 14 ans, expulsable à 19

Hier, la justice a confirmé l'arrêt de reconduite à la frontière contre d'Abdellah Boujraf. Ce Marocain de 19 ans, qui se trouve au centre de rétention de Vincennes (Val-de-Marne), risque l'expulsion à tout moment. En théorie, il ne devrait pas être expulsable puisqu'il est scolarisé. Il vient d'obtenir un CAP peinture et est inscrit en bac pro. Sauf qu'il est arrivé en France à 14 ans, et la circulaire Sarkozy sur les régularisations d'enfants sans-papiers scolarisés ne concerne que ceux arrivés avant l'âge de 13 ans. Coïncidence? Cette menace d'expulsion intervient le jour où Yannick Blanc, directeur de la police générale à la préfecture de Paris, a promis aux représentants du Réseau éducation sans frontières d'examiner avec « bienveillance » les demandes de régularisation des jeunes sans-papiers. c.c.

CATHERINE COROLLER

Lors de la dernière universitaire, à puy, une étudiante de La Réunion mise à la recherche d'un logement pour son frère venant effectuer un stage à Rennes (Ille-et-Vilaine) dénicha un logement dans une agence immobilière. « Vous venez d'obtenir l'appartement, une jeune femme. Au moment de remplir le dossier, il y a un problème avec la caution. Notre compagnie d'assurance refuse de vous assurer. Comme pour la plupart des étudiants, la caution était fournie par ses parents. Or des assureurs garantissant les bailleurs impayés de loyers ne couvrent ce risque, personne qui se pose est domiciliée en France. Des milliers de personnes de la région des Antilles, du Guyane ou de Guyane refusent l'accès au logement », affirme Patrick le président du Collège des victimes d'expulsions venant en France ou des salariés. Selon Patrick Karle, directeur de l'agence immobilière Dom « est régulièrement informé [...] de pratiques discriminatoires de la part des agences immobilières ». Son action a entamé une procédure de mise en demeure contre de nombreuses agences de profession immobilière et d'associations qui inscrivent dans leurs clauses d'exclusion des locataires originaires de la mer. Ainsi le réseau Laforêt immobilière a écrit à quelques semaines de la lettre de M^{me} Dav Marty. L'avocat de Dom leur demandant d'« exprimer les agences de son réseau refus des cautions de personnes ayant leur résidence fiscale dans un pays d'outre-mer est illégale ». Ce coup de semon a été adressé à un dossier remis à l'agence de Villejuif (Marne) à un jeune étudiant. Dans ce document spécifié que « la caution impérativement obtenue en France continentale » « les revenus de la caution doivent être produits continentale ». De nombreuses cautions « exigées par Cornhill France », a note en bas de page

... parle à des élus qui
avec difficulté de la
Près d'un millier de
s sont alors pré-
parents et enfants en
papiers, mais aussi
mères et pères de
concernés par le sort
ts, lycéens venus ac-
er un camarade...
démotiver les
débüt des vacances
semble avoir agi
stimulant.

... d'une famille algérienne vi-
vant en France depuis cinq
ans. Les enfants, enjeu de la

**Loin de démotiver
les troupes, le
début des vacances
scolaires semble
avoir agi comme
un stimulant.**

BIEN MORAL

... rd, quatre-vingt-
t là pour soutenir et
agner une amie,
ement et morale-
ar c'est aussi d'un
moral qu'il s'agit.
le beaucoup de sa-
out le monde se mo-

LES REFUSE RATION

... a deuxième région
muniste et de la
égional de Rhône-
tien actif aux par-
ers scolarisés dans
sions de leurs fa-
loi Sarkozy, dite
(PCF), vice-prési-
stigmatisation des
es. Les groupes de
au vote, sous pré-
tionale.

les orages

de départements
L'alerte s'est
orages, parfois
la nuit de mardi à
foyers, dont
s d'électricité dans
es victimes: deux
sur-Cère (Cantal)
par la foudre.

OPAC

aines de procès,
né à deux ans de
le Georges Pérol,
ancien adjoint,
rsis. Tous deux
es détournements
hés de BTP par

ste

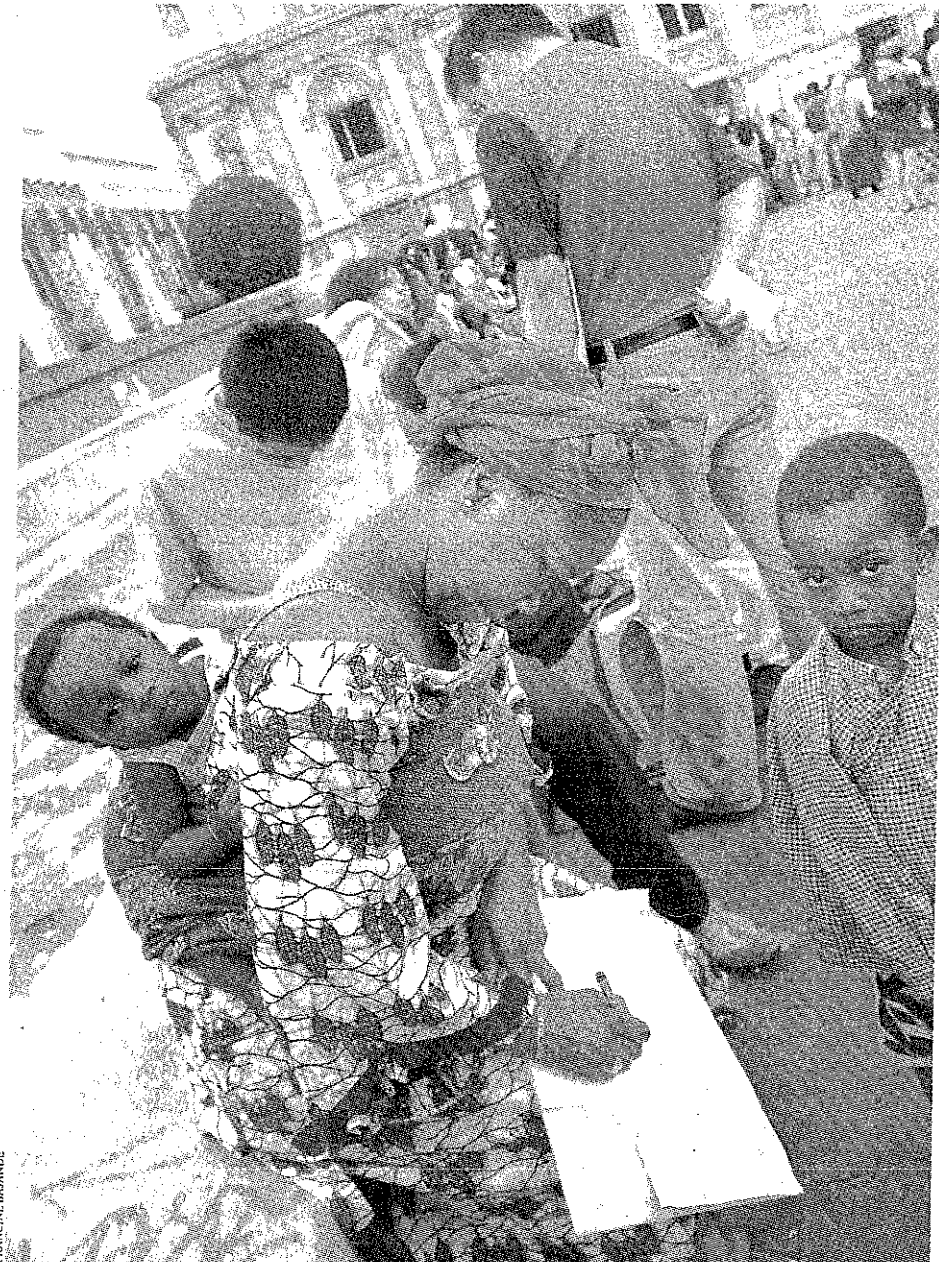
au de vente sur
ice judiciaire
étés en région
00 000 euros
victimes.

... mobilisation, jouent. Mais
beaucoup de participants re-
vendiquent aussi, au-delà du
problème des enfants scolarisés,
une prise en compte plus
globale de la question des
sans-papiers. « Il est indis-
pensable de soutenir tous les
sans-papiers, le mouvement
ne peut pas rester unique-
ment cantonné aux enfants »,
note Pierre Mansat, adjoint
au maire de Paris, élu du 20^e
(PCF). Clémentine Autain,
adjointe au maire, apparentée
PCF, souhaite elle aussi « une
mobilisation qui permette de
revenir sur le projet de loi
Sarkozy, de manière beau-
coup plus globale ». Les élus
sont présents en nombre.

ENJEU POLITIQUE

L'enjeu est donc politique,
mais également symbolique.
Symbolique comme les fils
tendus en face de l'hôtel de
ville sur lesquels sont accro-
chées les nombreuses feuilles
de pétition, qui sont autant de
marques de soutien popula-
ire. Pour Marie, jeune ense-
ignante, le but est de mon-
trer au gouvernement qu'« il
y a du monde derrière les
sans-papiers ». Le message
est-il passé ?

Après une courte négocia-
tion, la préfecture a finale-
ment accepté le dépôt collec-
tif des demandes, et des délé-



Paris, hier. « Il est indispensable de soutenir tous les sans-papiers », ont insisté les élus présents.

gués de chaque collectif ont
pu déposer les dossiers des fa-
milles dont ils s'occupent.
« L'accueil a été bon », selon
les militants du RESF. Cha-

cun semble donc se féliciter de
cette première étape. Cepen-
dant, tout reste encore à faire:
rien ne garantit un traitement
favorable aux demandes.

Mais, Bertrand, du collectif
de vigilance Paris 12^e, le pro-
met déjà: « On ne lâchera pas
l'affaire, on reviendra! »

Marie Kirschen

La chasse à l'enfant a bel et bien commencé

Les arrestations de familles avec enfants scolarisés se multiplient, contrairement aux annonces du nouveau médiateur Arno Klarsfeld.

Arno Klarsfeld a-t-il simplement été nommé médiateur pour faire avaler les couleuvres de Sarkozy? Alors que l'avocat surmédiatisé a assuré qu'aucune expulsion n'interviendrait avant le 13 août, la réalité est tout autre. Heureusement, la mobilisation autour de certains dossiers fait fléchir le ministre de l'Intérieur. Comme, hier après-midi, alors que la famille Sabirov, placée en centre de rétention à Lyon, était sur le point d'être expulsée à Varsovie avant d'être reconduite vers le régime totalitaire de Biélorussie. Installée dans le Jura, cette famille, d'origine tchétchène (un couple et quatre enfants dont un de trois mois né en France), vient d'être li-

bérée grâce à la campagne aussi impor-
tante que spontanée menée par le Réseau
éducation sans frontières. « Après deux
rassemblements organisés la même jour-
née, à Besançon et à Lyon, Nicolas Sar-
kozy a été contraint d'intervenir auprès
du centre de rétention pour que la fa-
mille soit libérée », raconte Patrice Sal-
zenstein, du RESF dans le Doubs. Si
cette victoire exemplaire a permis de
sauver la famille Sabirov, combien ris-
quent de passer à travers les mailles du
réseau de solidarité au cours de l'été?

Autre urgence dans le Val-d'Oise, où
Césario Nkaziangani, angolais, veuf et
père de jumeaux scolarisés à Francon-
ville, est lui aussi en rétention adminis-

trative alors qu'il entre de plein droit
dans les dispositions de la circulaire du
13 juin. Mais les manipulations du mi-
nistre de l'Intérieur vont encore plus loin
dans l'infamie, avec le cas d'Abdallah
Boujraf. Ce jeune, majeur, lycéen est de-
puis son arrestation, samedi dernier, au
centre de rétention de Vincennes. Né le
12 avril 1987, il est scolarisé dans le
19^e arrondissement de Paris, et réside
dans le 20^e. Il doit successivement pas-
ser devant le tribunal administratif puis
devant la cour d'appel du 35 bis. Pour
RESF, la mobilisation doit être forte
pour empêcher « ce qui doit rester un
coup d'essai » du ministre de l'Intérieur.

Ludovic Tomas

Hubert-Félix... à la Saline... ont été attri-... heures. er pour résér-... let. Il reste en laces pour les les : la Com- (hip-hop) à endredi 21 F (théâtre de mercredi 26 et-Senans ; le jeudi 27 et ; quintette le à Port-sur-

obligatoires 34.

torales » Jura

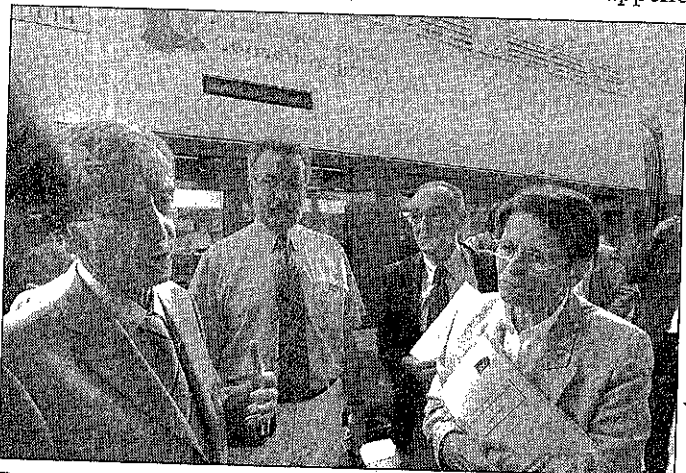
ulture celté les » se dé- samedi à tenay, dans t vendredi à e « Les clés présenté au e. Samedi à es « Vas t'en roy propo- du désert rlandaise à ique.

me grande vec repas et e, est prévu signaler la chel Vernus tidienne à » vendredi des fêtes.

ts et résér- 4.51.51.61.

17 CM N4*

coûtent en moyenne 3,9 mil- lions l'unité cette année et deux autres dans le courant de l'année 2007, ça repré- sente un bel effort d'investis-



Raymond Forni a rappelé l'effort d'investissements de la Région : 35 millions d'euros dans neuf nouveaux autorails mis en service cette année et l'an prochain.

la directrice régionale de la SNCF.

Et pour « essayer » ce nouveau train, dont l'intérieur clair et confortable appelle

automotrices Z2 est engagée. Une reconstruction complète avec, en particulier l'installation de la climatisation. Au total la Région va ainsi consacrer 85 millions d'euros à cette opération de modernisation du matériel roulant, subventionnée à hauteur de 39 millions par l'Etat.

Un confort appréciable

Ces trains appartiennent à une nouvelle génération. Conçus pour répondre aux demandes du voyageur, ils permettent d'accéder facilement à bord grâce à de larges portes et au plancher de plain-pied avec les quais. Ainsi ces trains sont-ils parfaits pour les personnes à mobilité réduite. D'autant que les toilettes sont équipées dans ce sens et que l'accès au quai est facilité par une palette rétractable

une grande souplesse à l'exploitation et une protection accrue de l'environnement. L'AGC, qui peut transporter 174 voyageurs assis, circule à une vitesse commerciale de 160 km/h ».

Ses critères de confort, de bien-être et de convivialité rivalisent avec les trains grande distance les plus récents : des couloirs larges, une grande luminosité, des rampes insonorisées, la climatisation... Et tous ces menus détails qui ne peuvent qu'agrémenter un parcours en train.

Parallèlement à cette mo-

Ces réunions publiques garantissent un dialogue permanent entre les usagers et leurs associations, les responsables des transports et les élus. Elles conduisent à de meilleures adaptations des horaires et des fréquences.

Par ailleurs, le voyageur devrait être de mieux en mieux renseigné et un projet d'information dynamique, expérimenté actuellement en gare de Valdahon, devrait prochainement faire l'objet sur tout le réseau régional.

Annette VIAL

Le TER en quelques chiffres

265 TER, soit 170 trains et 95 cars, circulent chaque jour en Franche-Comté.

Ce qui représente 4,6 millions de kilomètres sur rails et 1,4 million par route, parcourus chaque année.

Il existe 73 points d'arrêt ferroviaires et 188 points d'arrêt routiers. Tous les jours, 14.000 voyageurs bénéficient de ce service.

SOCIÉTÉ

Dole : une famille tchéchène frôle l'expulsion

Après l'intervention du ministère de l'Intérieur, la famille a pu quitter le centre de rétention de Lyon.

LYON. Une famille tchéchène avec un bébé de 3 mois qui était menacée d'expulsion a quitté hier le centre de rétention de Lyon après l'intervention du ministère de l'Intérieur. Interpellés lundi à Dole (Jura) où ils résident depuis leur arrivée en France en décembre 2005, les époux Sabirov et leurs quatre enfants, âgés de 3 mois à 13 ans, avaient été conduits au centre de rétention de Lyon. Ils devaient par la suite être expulsés vers la Pologne. Le couple était visé par un arrêté de

« réadmission » en Pologne où il avait déposé une première demande d'asile politique en 2004 avant d'en formuler une seconde à leur arrivée en France. « Aux termes de l'accord de Dublin, la demande d'asile ne peut être examinée que dans le premier pays où elle est déposée », expliquait-on à la préfecture du Jura pour justifier l'arrêté.

Invité hier à statuer sur le dossier, un juge des libertés et de la détention de Lyon avait autorisé la prolongation

de la rétention de la famille pendant au moins quinze jours.

Mais après avoir sollicité l'avis du cabinet de M. Sarkozy, la préfecture du Jura a décidé de ne pas demander cette prolongation et de « surseoir » à l'exécution de l'arrêté, selon une source proche du dossier.

Un casse-tête administratif

« Ce n'est pas la victoire totale mais c'est bien une victoire. Une victoire de la mobilisation de tous », indique

un représentant local du Réseau éducation sans frontières (RESF). Hier, des rassemblements avaient eu lieu à Dole et à Besançon pour exiger le retrait de l'arrêté.

A la préfecture, on prédit en toute hypothèse un « casse-tête juridique ». « Les époux Sabirov n'ont plus le statut de demandeur d'asile en France et sont donc irréguliers sur le territoire. Mais, dans le même temps, ils ne sont plus réellement expulsables », indique un représentant du préfet.

Jean Echenoz (Je m'é Seiche, Anchise) parti aux « Petites fêtes » j



Quotidien.

Société du Journal « L'EST RÉPUBLICAIN »

Siège social
Rue Théophraste-Renaud
NANCY - HOUEMONT
54185 HEILLECOURT CE
T 03.83.59.80.54
Fax 03.83.59.80.13
www.estrepublicain.fr

S.A. au capital de 2.400.000
prévue jusqu'en 2064

Président
Directeur de la publication
Gérard LIGNAC
Rédacteur en chef
Pierre TARIBO
Principaux associés :
S.A. GRANDE
CHAUDRONNERIE LORRAINE
Gérard LIGNAC
Anne-Marie LIGNAC

Journal imprimé en partie
sur papier recyclé

ISSN 1277-0256
CPPAP 0406C83160

SERVICES PARISIEN
14, rue de Bassano (XVI^e)
T 01.43.87.15.30

Fax 01.53.04.21.60 (Service Compt.)
Fax 01.53.04.21.45 (Service Exéc.)

La reproduction, partielle ou totale, sans autorisation dans l'Est Républicain est subordonnée.

EST REPUBLICAIN
6 juillet 2006



faisons équipe
pour aider les enfants !

Donnons

Annonces
Emploi Immo Auto Colocation Annonces légales Locations de vacances

Services
Billetterie Horoscope TV Jeux

Contacts Archives Abonnements

■ **La Une en pdf** ■ **Le mot du jour** ■ **Le dessin de Bauer** ■ **Les blogs** ■ **Le courrier des lecteurs**

Vous êtes ici : [leprogres.fr](#) -> [L'actu](#) -> [Jura](#)

Les autres sites du groupe
Consulter l'édition de --Choisir--

Chercher sur le site les archives

Actualités

L'actu

Rhône
Lyon / Villeurb.
Loire
Saint-Etienne
Haute-Loire
Ain
Jura
France-Monde

Sports

Football
Basket
Rugby
Autres
Par département :

Temps libre

Cinéma
Concerts
Spectacles
Expos
Brocantes
Foire / salons
Gastronomie
Plein air
CD / Livres

Le Progrès

Devenir
correspondant

L'info du Jura

Dernière mise à jour : jeudi 6 juillet 2006

La famille Sabirov de retour à Dole

Sur instruction du cabinet de Nicolas Sarkozy faisant suite à la forte mobilisation dans le département, les Sabirov ont été libérés en fin d'après-midi

Dans le contexte actuel, l'arrestation lundi matin de la famille Sabirov sur décision de la préfecture du Jura a fait l'effet d'une bombe chez les membres du réseau éducation sans frontière (RESF). Fuyant la Tchétchénie dont ils sont originaires les Sabirov sont arrivés en France en décembre dernier avec leurs trois enfants âgés de 12, 11 et 8 ans. En avril, l'épouse a accouché à Dole d'un petit dernier. Toute la famille a été emmenée au centre de rétention de Lyon. Dès mardi la mobilisation s'est dessinée. RESF a adressé un courrier à la préfecture lui demandant de revenir sur sa décision. Parallèlement les membres du réseau furent invités à envoyer des mails de protestation pour « influencer voire inverser le rapport de force » selon Springfield Marin, porte-parole du réseau qui dénonçait « une expulsion honteuse » dans notre édition d'hier. Mercredi, une quarantaine de membres du collectif de soutien à la famille s'est réunie dans la matinée devant la sous-préfecture de Dole. A Lons un rassemblement était prévu à 17 heures devant la préfecture. C'est là que Springfield Marin a annoncé la libération une demi-heure plus tôt de toute la famille ainsi que son retour sur Dole. Il venait d'être contacté par Gérard Aschieri, secrétaire général de la FSU, lui-même informé directement par le cabinet de Nicolas Sarkozy. Le préfet a confirmé à la délégation qu'il reçut à 17 h 30 en compagnie de son directeur de cabinet et du directeur des libertés publiques. Face à la délégation qui se félicitait « d'une victoire pour la famille Sabirov, pour la solidarité et pour les services de la préfecture qui ont su entendre raison », Christian Rouyer a tenu à mettre quelques points sur quelques : « Dans cette affaire j'ai tout de suite pris contact avec l'ambassade française en Pologne ainsi qu'avec les services polonais qui m'ont confirmé non seulement que les Sabirov avaient bien effectué une demande d'asile chez eux mais également qu'ils disposaient d'un statut légal en Pologne, valable un an et renouvelable. Je peux donc certifier à 100 % que les Sabirov n'encouraient aucun risque d'expulsion de la Pologne vers la Russie ou la Biélorussie ». Quoi qu'il en soit ce soir ils sont libres et munis d'un titre de séjour courant jusqu'à début août. Toutefois juridiquement la situation est loin d'être réglée. Une demande d'asile a été déposée auprès de l'OFPPA. Mais la procédure peut durer longtemps. En attendant, annonce Christian Rouyer : « On verra ce qu'on peut faire en termes d'action sociale. »

Emmanuel Caen

[imprimer cet article](#)

[envoyer à un ami](#)

A lire également dans "Société" :

[Le proviseur du collège Jules-Grévy pendant l'Occupation et sa femme sont reconnus « Justes parmi les nations »](#)

A LA TELE CE SOIR

M6 20H50

[L'amour est dans le pré](#)



DEVENEZ CORRESPONDANT DU PROGRES



Vous aimez votre commune, votre quartier
Postulez en ligne

Vous souhaitez que le Journal rende régulièrement compte des activités diverses, comme des femmes et des hommes qui l'animent. Vous avez du temps à consacrer à cette chronique locale. Proposez votre candidature comme **correspondant local de presse**.

BLOG SPECIAL BACCALAUREAT



Venez blogger sur Le Progrès
Et vous le Bac, c'était comment ?

Que vous ayez 18, 30, 50 ans ou plus, nous vous invitons à nous raconter comment vous avez vécu cette épreuve. Inquiets, stressés ou détendus. Bons, moyens, mauvais élèves, donnez-nous vos impressions, racontez-nous vos anecdotes. Venez partager vos réactions, témoignages, et souvenirs sur notre **blog spécial Bac**.

BILLETTERIE



Nuit métisse / Souad Massi, le 22 juillet au Théâtre Romain - Fourvière >> **Réservez**



Capleton, le 11 juillet au Rail Théâtre >> **Réservez**



Liane Foly, le 26 juillet au Parc de vals-les-Bains >> **Réservez**

[Toutes les manifestations](#)

TOURISME



Bons plans voyages
découvrez nos offres de dernière minute

- Super PROMO pour vos vacances d'été
- Destination Croisières vous propose...



Locations de vacances
cliquez-ici



Nos sites régionaux
découvrez la région

- Rhône en découverte
- Ain en découverte
- Jura en découverte
- Loire escapade
- Haute-Loire escapade



[Choisir cette ville comme favorite](#) [Choisir une autre ville](#)

[Accueil](#) [En direct](#) [Pratique](#) [La ville ensemble](#) [Cinéma](#) [Restos, bars, boîtes](#) [Sorties, évènements](#) [Sports](#)

[Accueil](#) [En direct](#)

Une famille tchéchène avec un bébé de trois mois menacés d'expulsion

Le 05/07/2006 à 02:27

Un couple tchéchène et leurs quatre enfants, dont un nourrisson de 3 mois, qui vivent à Dôle (Jura), sont menacés d'expulsion vers la Pologne où ils avaient déposé une première demande d'asile politique, a-t-on appris mercredi auprès de la préfecture du Jura.

Visés par un arrêté de "réadmission", les deux parents Sabirov ont été interpellés lundi avec leurs quatre enfants, âgés de 3 mois à 13 ans, à Dole où ils résident depuis leur arrivée en France en décembre 2005. La famille a ensuite été conduite dans le centre de rétention de Lyon.

Mercredi matin, le couple a comparu devant un juge du tribunal de grande instance de Lyon qui doit se prononcer dans l'après-midi sur la prolongation ou non de leur période de rétention.

"C'est honteux de s'en prendre ainsi à une famille", proteste Springfield Marin, du Réseau éducation sans frontières (RESF) du Jura, qui dénonce des méthodes d'interpellation "scandaleuses": "les policiers sont venus interpellier la petite Madina, 8 ans, alors qu'elle était à l'école", affirme-t-il, ce que confirme la préfecture du Jura.

Même s'il reconnaît que cette famille n'entre pas dans les critères de la circulaire Sarkozy, M. Marin plaide pour une approche "humaine" de la situation: "leur bébé est né en France, leurs enfants sont scolarisés et la mère est en mauvaise santé. Quelle urgence y a-t-il à les renvoyer en Pologne où ils seront moins bien pris en charge?", s'interroge-t-il.

La préfecture du Jura invoque, elle, le "strict respect du droit". "La famille Sabirov a demandé l'asile en France mais elle avait déjà fait une première demande en Pologne en 2004. En vertu des accords de Dublin, ils doivent donc être +réadmis+ en Pologne pour que leur requête soit examinée", indique un représentant de la préfecture.

"Ils ne parlent pas français et n'ont pas d'attaches particulières ici", ajoute cette même source qui reconnaît néanmoins que la situation est "humainement compliquée".

Après avoir organisé des rassemblements à Dole et à Besançon mercredi matin, des représentants de RESF doivent rencontrer le préfet du Jura mercredi après-midi.

© 2006 AFP

Tous les titres

>> [Une famille tchéchène avec un bébé de trois mois menacés d'expulsion](#)

05/07/2006 (AFP)

>> [Chevènement: les conditions d'un soutien au PS en 2007 pas encore réunies](#)

03/07/2006 (AFP)

>> [Les Eurockéennes relavent une campagne contre la surpopulation carcérale](#)

02/07/2006 (AFP)

>> [Jura: un jeune adulte se noie dans un étang](#)

01/07/2006 (AFP)

>> [Ouverture vendredi de la 18e édition des Eurockéennes de Belfort](#)

30/06/2006 (AFP)

>> [Une grève chez un sous-traitant bloque la production chez PSA à Mulhouse](#)

29/06/2006 (AFP)



>> [Conseil Général du Jura - MADE IN JURA : Le Livre 2 - appellations d'origine contrôlée et agro-alimentaire](#)

(24/05/2006)

>> [Le Conseil général du Jura présente : Le 2ème Salon Made in Jura \(6 - 9 octobre 2006\)](#)

(24/05/2006)

>> [Préfecture du Jura - Modification des limites territoriale des arrondissements de DOLE et LONS-LE-SAUNIER](#)

(03/05/2006)

>> [Conseil Général du Jura - Exposition DESSINE MOI UN DON](#)

(06/04/2006)

>> [Conseil Régional de Franche Comté - Une délégation marocaine à la Région](#)

(05/04/2006)

>> [Conseil Régional de Franche Comté - L'élection du Conseil Régional au suffrage universel a 20 ans](#)

(21/03/2006)

>> [Conseil Général du Jura - Exposition AOC jusqu'au 17 mars 2006](#)

(01/03/2006)

>> [Conseil régional de Franche-Comté - 13 000 lycéens et apprentis attendus pour Initial'](#)

(28/02/2006)

>> [Préfecture du Jura - SECHERESSE : VIGILANCE DANS LA PERSPECTIVE DE L'ETE 2006](#)

(13/02/2006)

>> [Vote du budget 2006 au Conseil général du Jura: maintien de la capacité d'investissement](#)

(05/01/2006)

>> [Conseil Régional de Franche Comté - Un nouveau président pour le Comité régional du Tourisme de Franche-Comté](#)

(02/01/2006)

>> [Communauté de communes de la région d'Orgelet - "Les racines orgelétaines de La Vache qui Rit"](#)

(21/12/2005)

>> [Conseil Régional de Franche Comté - Indignation de Raymond FORNI à l'annonce de la fermeture du site IPM Marti](#)

(22/11/2005)

>> [Conseil Régional de Franche Comté - Réaction de Raymond Forni à l'issue du Congrès du Mans](#)

Liens commerciaux

Vous êtes propriétaire dans le Jura ?

Demandez une évaluation gratuite et profitez de l'expertise Century 21 en ligne !

www.century21.fr >>

Dial39.fr : Rencontres dans le Jura

Recherchez sur Internet une amitié, un dialogue entre hommes et femmes avec sincérité. Ouvrez votre coeur...

www.dial39.fr >>

118712 - numéro d'un hôtel à Dole

Trouvez un numéro de téléphone avec le 118 712 de France Télécom Orange

www.118712.fr >>

VOIX DU JURA



Le dossier de la semaine

La famille tchéchène ne sera pas expulsée

ELLE A ÉTÉ LIBÉRÉE HIER MERCREDI

Hier mercredi, la famille Sabirov, conduite lundi par les policiers au centre de rétention de l'aéroport de Lyon, d'où elle devait être acheminée vers la Pologne, a été relâchée. C'est une victoire pour les associations locales qui s'étaient mobilisées. Récit d'une affaire qui est montée jusqu'à Paris.

[→ L'article](#)

Le dossier
 Actualités
 Annonces
 Horoscope
 Abonnement
 Météo
 Sports
 Sortir
 Cinéma
 Chrétiens
 Archives
 Courrier des
 lecteurs
 Nos liens
 Qui sommes nous ?

→ **Lons le Saunier**
 → **Dole**
 → **Champagnole**
 → **Triangle d'Or**
 → **Haut - Jura**



Faire de Nouvelobs.com votre page d'accueil

Ajouter Nouvelobs.com à vos favoris



Édition En temps réel

Vendredi 7 juillet 2006 - 18h16

Rechercher Sur le site Sur le web

OK Plus sur le sujet

La une

- Actualités
- International
- Europe
- Politique
- Clearstream
- Économie
- Médias
- Société
- Spécial
- Prisons
- Social
- Culture
- Spécial
- Festivals
- Sports
- Tour de France
- Mondial 2006
- Sciences
- Multimédia
- People
- Galleries
- photos
- Infographies
- Vidéos
- Débats
- Blogs
- Revue de presse
- Commentaires
- Forums en direct
- Sondage : Outreau : la faute...
- Dossiers
- Espace abonnés
- Mots croisés
- Sudoku
- Conso
- Quotidien
- Auto
- Mode & Beauté
- Immobilier
- Prix du m²
- Prix du locatif
- Annonces
- Achat
- spectacles
- Shopping
- Boutique
- DVD
- High-Tech
- Recherches
- Emploi
- Formation
- Enseignement
- Santé - Nutrition
- Loisirs
- Tour du monde
- Arts&Spectacles
- Séances Cinéma
- Livres
- Rencontres
- Alertes
- Newsletters
- Le kiosque

IMMIGRATION

Sans-papiers : une famille libérée

NOUVELOBS.COM | 06.07.06 | 10:07

Des Tchétchènes ont pu quitter le centre de rétention de Lyon après l'intervention du ministère de l'Intérieur.

Une famille tchétchène, qui était menacé d'expulsion, a pu quitter le centre de rétention lyonnais où elle était retenue après l'intervention du ministère de l'Intérieur mercredi 5 juillet.

Interpellés lundi à Dole (Jura) où ils résident depuis leur arrivée en France en décembre 2005, les époux Sabirov et leurs quatre enfants, âgés de 3 mois à 13 ans, avaient été conduits lundi au centre de rétention de Lyon. Ils devaient par la suite être expulsés vers la Pologne. "Après avoir consulté le cabinet du ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy, la préfecture du Jura a décidé de ne pas demander la prolongation de la rétention de la famille Sabirov. Celle-ci a donc quitté le centre de rétention de Lyon mercredi", a indiqué une source proche du dossier.



La manifestation des sans-papiers samedi 1er juillet à Paris (Sipa)

Une victoire

Le couple était visé par un arrêté de "réadmission" en Pologne où il avait déposé une première demande d'asile politique en 2004 avant d'en formuler une seconde à leur arrivée en France. "Aux termes de l'accord de Dublin, la demande d'asile ne peut être examinée que dans le premier pays où elle est déposée", expliquait-on à la préfecture du Jura pour justifier l'arrêté. Invité mercredi à statuer sur le dossier, un juge des libertés et de la détention de Lyon avait autorisé la prolongation de la rétention de la famille pendant au moins quinze jours. Mais après avoir sollicité l'avis du cabinet de Nicolas Sarkozy, la préfecture du Jura décidé de ne pas

Sur le site

- ▶ La circulaire du 13 juin 2006 (en pdf)
- ▶ La circulaire du 14 juin 2006 (en pdf)
- ▶ Lire et signer la pétition de RESF en ligne
- ▶ Imprimer la pétition
- ▶ 3 questions à... Richard Moyon (RESF): "Nous voulons que 50.000 personnes soient régularisées"
- ▶ Débat Les sans-papiers
- ▶ La police belge évacue des sans-papiers

Sur internet

- ▶ Une fiche sur la Tchétchénie
- ▶ Le communiqué de RESF sur la famille tchétchène
- ▶ Le "guide" de RESF
- ▶ Le site contre une immigration jetable
- ▶ L'acquisition de la nationalité pour les enfants de parents étrangers né en France
- ▶ Appel à la régularisation des sans-papiers scolarisés, sur le site de RESF
- ▶ Répertoire de sites sur les sans-papiers
- ▶ Les mesures d'éloignement des sans-papiers
- ▶ Dossier : l'intégration républicaine fonctionne-t-elle encore face à la diversité culturelle?
- ▶ Un rapport du Gisti sur un centre de réception des étrangers

POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES, NOUS DÉVELOPPONS LES ÉNERGIES DE DEMAIN



CLIQUEZ-ICI

▼ PUBLICITÉ ▼

L'AGENCE 100% EN LIGNE

ouvrir un compte

Le Nouvel Observateur
TéléCinéObs
 ParisObs
 Challenges
 Sciences & Avenir
 Anciens numéros

S'abonner
 Aux magazines
 Aux guides

Archives
 Toute la recherche
 Calculez...
 Vos rentes
 Votre retraite
 Votre salaire

Services
 Traducteur
 Agenda
 Email@clubobs.com
 Météo à 5 jours

Contacts
 Publicité
 Nous écrire
 Favoris
 Plan du site
 Index

RSS Société
 RSS A la Une

demander cette prolongation et de "surseoir" à l'exécution de l'arrêté, selon une source proche du dossier.

"Ce n'est pas la victoire totale mais c'est bien une victoire. Une victoire de la mobilisation de tous", indique un représentant local du Réseau éducation sans frontières (RESF). Mercredi, des rassemblements avaient eu lieu à Dole et à Besançon pour exiger le retrait de l'arrêté.

 Réagir à cet article en créant votre Blog

 Envoyer cet article à un(e) ami(e)

 Imprimer cet article

 Translate this article

 Traducir este artículo

Liens publicitaires

► [Cetelem – Crédits](#)

Financez vos projets avec Cetelem. Réponse de principe immédiate.[<http://www.cetelem.fr/>]

► [Crédit en ligne Médiatis](#)






Profitez de la fête des affaires chez Médiatis et de son TEG fixe exceptionnel pour réaliser tous vos projets ! Offre valable jusqu'au 08 août. Simulez vite votre crédit en ligne ![<http://www.mediatis.fr/>]

► [Cofidis : votre partenaire financement](#)

Besoin d'argent ? Rapidement ? Demandez un crédit jusqu'à 21500 € pour financer tous vos projets.[<http://www.cofidis.fr/>]



Dans l'Obs Hebdo

-  "Le ministre de l'Intérieur « se trompe de cible »", par Carole Barjon (06/07/06)
-  "Le réseau qui défie Sarkozy", par Elsa Vigoureux (29/06/06)
-  "Les parains font de la résistance", par Elsa Vigoureux
-  "Des écoles face aux expulsions", par Caroline Brizard (04/05/06)
-  "Sarkozy : La pêche en eaux brunes", par Claude Askolovitch (27/04/06)



▲ Haut de page

© Le Nouvel Observateur

Conformément à la loi "Informatique et Liberté" n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, nous nous engageons à informer les personnes qui fournissent des données nominatives sur notre site de leurs droits, notamment de leur droit d'accès et de rectification sur ces données nominatives. Nous nous engageons à prendre toutes précautions afin de préserver la sécurité de ces informations et notamment empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des tiers.

[Syndication RSS 2.0](#)

Droits de reproduction et de diffusion réservés © **Le Nouvel Observateur**

Usage strictement personnel. L'utilisateur du site reconnaît avoir pris connaissance de la licence de droits d'usage, en acceptant et en respectant les dispositions.

La fréquentation de ce site est contrôlée et certifiée par Diffusion Contrôle




Vous êtes ici : [leprogres.fr](#) -> [L'actu](#) -> [Jura](#)

[Les autres sites du groupe](#)
[A découvrir...](#)
[Consulter l'édition de](#)
[--Choisir--](#)

Chercher sur le site les archives

publicité




Investir dans une solution informatique soulève toujours beaucoup d'interrogations. Avec les offres clés en main Express d'IBM, vous disposez de solutions complètes, simples d'utilisation et spécifiquement conçues pour répondre aux problématiques des PME.

A LA TELE CE SOIR

FRANCE 2 20H50
[Un concert exceptionnel sur France 2](#)



CONTACTER LA REDACTION


Vous souhaitez contacter la rédaction du Jura
 59 rue Jean Jaurès BP 503
 39001 Lons-le-Saunier
 Tél. : 03 84 86 07 20 - Fax : 03 84 24 06 85

Information Sports
 Agences
 Lons-le-Saunier Dole Saint-Claude
 Champagnole Morez

DEVENEZ CORRESPONDANT DU PROGRES


Vous aimez votre commune, votre quartier
Postulez en ligne




Vous souhaitez que le journal rende régulièrement compte des activités diverses, comme des femmes et des hommes qui l'animent. Vous avez du temps à consacrer à cette chronique locale. Proposez votre candidature comme **correspondant local de presse**.

LES BLOGS DE LA REDACTION


Venez blogger sur Le Progrès
Blog sports ou blog actu ?


Le **blog sports** c'est un oeil féminin et décalé sur l'actualité sportive. Dans le **blog actu** la rédaction du Progrès vous fait partager ses réflexions et vous invite à réagir ou témoigner à des questions d'actualité ou de société.

BILLETTERIE


Nuit métisse / Souad Massi, le 22 juillet au Théâtre Romain - Fourvière >> **Réservez**

Capleton, le 11 juillet au Rail Théâtre >> **Réservez**

Liane Foly, le 26 juillet au Parc de vals-les-Bains >> **Réservez**

[Toutes les manifestations](#)

TOURISME


Bons plans voyages
découvrez nos offres de dernière minute
 Super PROMO pour vos vacances d'été
 Destination Croisières vous propose...


Locations de vacances
[cliquez-ici](#)

REGIONS

L'actu

[Rhône](#)
[Lyon / Villeurb.](#)
[Loire](#)
[Saint-Etienne](#)
[Haute-Loire](#)
[Ain](#)
[Jura](#)
[France-Monde](#)

Sports

[Football](#)
[Basket](#)
[Rugby](#)
[Autres](#)

Par département :

Choisir

Temps libre

[Cinéma](#)
[Concerts](#)
[Spectacles](#)
[Expos](#)
[Brocantes](#)
[Foire / salons](#)
[Gastronomie](#)
[Plein air](#)
[CD / Livres](#)

Le Progrès

[Devenir correspondant](#)

L'info du Jura

Dernière mise à jour : vendredi 7 juillet 2006

Movladi Sabirov : « Rien n'est gagné pour l'instant »

La famille Sabirov a retrouvé le foyer Saint-Jean de Dole, hier après-midi, après avoir passé plusieurs jours au centre de rétention de Lyon où elle attendait d'être reconduite en Pologne

Originaires de Tchétchénie, les deux parents accompagnés de leurs quatre enfants ont été placés au centre de rétention de Lyon, lundi, lors d'une procédure de réadmission en Pologne, pays où ils avaient déjà effectué une demande de droit d'asile.

Après une forte mobilisation, ils ont été libérés et ont regagné Dole hier.

>> Comment vous sentez-vous moralement ?

Beaucoup mieux depuis que nous avons revu les panneaux indiquant la ville de Dole.

L'arrestation a ravivé de mauvais souvenirs, notamment les violences que nous avons subi en Tchétchénie.

En fait, je me sens comme un parachutiste qui a failli s'écraser.

Notre retour ici est un peu comme si le parachute de secours s'était ouvert et nous avait sauvés.

Tout en sachant que rien n'est gagné pour l'instant, nous sommes dans l'attente. Nous gardons l'espoir de rester en France mais il y a toujours, au fond de nous, une crainte.

>> Que craignez-vous si vous deviez retourner en Pologne ?

Dans ce pays, nos enfants n'ont pas le droit à l'école, il n'y a pas de logement pour nous.

De plus, il n'y a pas d'aide médicale. Sans compter que nous pourrions être expulsés plus tard vers la Russie ou la Biélorussie.

Ce sont des pays où nous ne serions pas les bienvenus.

En effet, la Pologne accueille très peu les demandeurs d'asile.


>> Pourquoi avez-vous quitté la Tchétchénie ?

Nous avions très peur pour la vie de nos enfants et les nôtres.

Ma femme a déjà perdu deux frères, nous n'avions pas le choix.

Hervé Tricaud

 [imprimer cet article](#)

[envoyer à un ami](#) 

Pour une solution de climatisation adaptée à votre activité
[Cliquez ici](#)

Si EDF ne vous le dit pas, qui vous le dira ?

